

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

INSTITUT POUR L'EGALITE DES FEMMES ET DES HOMMES

[C – 2022/43214]

15 NOVEMBRE 2022. — Loi portant modification de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, et de la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes*

Art. 2. L'article 2 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes est remplacé par ce qui suit :

“Art. 2 — La présente loi transpose partiellement :

1° — la directive 79/7/CEE du Conseil du 19 décembre 1978 relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale;

2° — la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans l'accès à des biens et services et la fourniture des biens et services;

3° — la directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail;

4° — la directive 2010/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante;

5° — la directive 2019/1158/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.”

Art. 3. Dans l'article 3 de la même loi, les mots “du sexe” sont remplacés par les mots “d'un critère protégé par la présente loi.”

Art. 4. L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“Art. 4 — Pour l'application de la présente loi, on entend par critère protégé : le sexe, la grossesse, la procréation médicalement assistée, l'accouchement, l'allaitement, la maternité, les responsabilités familiales, l'identité de genre, l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles et le changement de sexe.”

Art. 5. Á l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 5°, les mots “du sexe” sont remplacés par les mots “d'un critère protégé”;

2° dans le 6°, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”;

3° dans le 7°, les mots “d'un sexe déterminé” sont remplacés par les mots “concernées par un critère protégé déterminé”;

4° dans le 8°, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”;

5° dans le 9°, les mots “au sexe” sont remplacés par les mots “à un critère protégé”;

6° dans le 11°, les mots “au sexe” sont remplacés par les mots “à un critère protégé”;

INSTITUUT VOOR DE GELIJKHEID VAN VROUWEN EN MANNEN

[C – 2022/43214]

15 NOVEMBER 2022. — Wet tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en van de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen*

Art. 2. Artikel 2 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen wordt vervangen als volgt :

“Art. 2 — Bij deze wet worden gedeeltelijk omgezet :

1° — Richtlijn 79/7/EEG van de Raad van 19 december 1978 betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid;

2° — Richtlijn 2004/113/EG van de Raad van 13 december 2004 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen bij de toegang tot en het aanbod van goederen en diensten;

3° — Richtlijn 2006/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke kansen en gelijke behandeling van mannen en vrouwen in arbeid en beroep;

4° — Richtlijn 2010/41/EU van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2010 betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van zelfstandig werkzame mannen en vrouwen;

5° — Richtlijn 2019/1158/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad.”

Art. 3. In artikel 3 van dezelfde wet wordt het woord “geslacht” vervangen door de woorden “een door deze wet beschermd criterium.”

Art. 4. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 4 — Voor de toepassing van deze wet verstaat men onder beschermd criterium : geslacht, zwangerschap, medisch begeleide voortplanting, bevalling, geven van borstvoeding, moederschap, gezinsverantwoordelijkheden, genderidentiteit, genderexpressie, sekskenmerken en geslachtsverandering.”

Art. 5. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 5° worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

2° in de bepaling onder 6° worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

3° in de bepaling onder 7° worden de woorden “van een bepaald geslacht” vervangen door de woorden “met een bepaald beschermd criterium”;

4° in de bepaling onder 8° worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

5° in de bepaling onder 9° worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

6° in de bepaling onder 11° worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

7° dans le 12°, les mots “du sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”.

Art. 6. Dans l’article 8 de la même loi, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”.

Art. 7. Dans l’article 14 de la même loi, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”.

Art. 8. Dans l’article 15 de la même loi, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”.

Art. 9. Dans l’article 16, § 1^{er}, de la même loi, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”.

Art. 10. Dans l’article 18, § 1, de la même loi, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”.

Art. 11. Dans la même loi, il est inséré dans le chapitre I du titre III, un article 19/1 rédigé comme suit:

“Art. 19/1 § 1. À l’issue du congé de maternité, du congé de naissance, du congé d’adoption ou d’un autre congé dans le cadre des responsabilités familiales, le travailleur a le droit de retrouver la même fonction. En cas d’impossibilité, l’employeur lui attribue une fonction équivalente ou similaire, qui est conforme à son contrat de travail ou à sa relation de travail.

§ 2. Le travailleur a le droit de bénéficier de toute amélioration des conditions de travail à laquelle il-elle aurait eu droit durant son absence dans le cadre d’un congé de maternité, d’un congé de naissance, d’un congé d’adoption ou d’un autre congé dans le cadre des responsabilités familiales.

§ 3. Le travailleur a le droit de bénéficier de tous les droits acquis ou en cours d’acquisition durant la prise d’un congé de maternité, d’un congé de naissance, d’un congé d’adoption ou d’un autre congé dans le cadre des responsabilités familiales.

§ 4. Toute victime d’une infraction aux paragraphes 1^{er} à 3 peut réclamer des dommages et intérêts forfaitaires conformément à l’article 23, § 2, de la présente loi.

Art. 12. L’article 23 de la même loi est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit:

“§ 3. Les dommages et intérêts forfaitaires prévus à l’article 23, § 2, peuvent être cumulés avec les indemnités de protection versées à la suite de la rupture d’une relation de travail, sauf disposition contraire imposée par ou en vertu d’une loi.”

Art. 13. Dans l’article 26 de la même loi, les mots “le sexe” sont remplacés par les mots “un critère protégé”.

Art. 14. À l’article 27 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 1° et le 2°, les mots “de son sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”;

2° dans le 3°, les mots “du sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”;

3° dans le 4°, les mots “de son sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”.

Art. 15. À l’article 28 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l’alinéa 1^{er}, les mots “de son sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”;

2° dans l’alinéa 2, les mots “du sexe” sont remplacés par “d’un critère protégé”.

Art. 16. À l’article 28/1 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l’alinéa 1^{er}, les mots “de son sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”;

2° dans l’alinéa 2, les mots “du sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”.

Art. 17. À l’article 28/2 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l’alinéa 1^{er}, les mots “de son sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”;

2° dans l’alinéa 2, les mots “de du sexe” sont remplacés par les mots “d’un critère protégé”.

7° in de bepaling onder 12° wordt het woord “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 6. In artikel 8 van dezelfde wet wordt het woord “geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 7. In artikel 14 van dezelfde wet wordt het woord “geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 8. In artikel 15 van dezelfde wet wordt het woord “geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 9. In artikel 16, § 1, van dezelfde wet wordt het woord “geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 10. In artikel 18, § 1, van dezelfde wet wordt het woord “geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 11. In dezelfde wet wordt een artikel 19/1 ingevoegd onder hoofdstuk I van titel III, luidende:

“Art. 19/1 § 1. Na afloop van moederschapsrust, geboorteverlof, adoptieverlof of een ander verlof in het kader van gezinsverantwoordelijkheden, heeft de werknemer het recht terug te keren naar dezelfde functie. Indien dat niet mogelijk is, voorziet de werkgever in een gelijkwaardige of vergelijkbare functie, die in overeenstemming is met de arbeidsovereenkomst of arbeidsbetrekking.

§ 2. De werknemer heeft het recht om te genieten van elke verbetering van de arbeidsvoorwaarden waarop deze tijdens de afwezigheid omwille van moederschapsrust, geboorteverlof, adoptieverlof of een ander verlof in het kader van gezinsverantwoordelijkheden aanspraak had kunnen maken.

§ 3. De werknemer heeft het recht om te profiteren van alle verworven en in wording zijnde rechten tijdens de opname van moederschapsrust, geboorteverlof, adoptieverlof of een ander verlof in het kader van gezinsverantwoordelijkheden.

§ 4. Een slachtoffer van een inbreuk op de paragrafen 1 tot 3 kan een forfaitaire schadevergoeding vorderen overeenkomstig artikel 23, § 2, van deze wet.

Art. 12. Artikel 23 van dezelfde wet wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

“§ 3. De forfaitaire schadevergoeding bepaald bij artikel 23, § 2, kan worden gecombineerd met de beschermingsvergoedingen ingevolge de beëindiging van een arbeidsbetrekking, tenzij door of krachtens een wet anders bepaald wordt.”

Art. 13. In artikel 26 van dezelfde wet wordt het woord “geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 14. In artikel 27 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepalingen onder 1° en 2° worden de woorden “zijn geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

2° in de bepaling onder 3° worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

4° in de bepaling onder 4° worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 15. In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “zijn geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

2° in het tweede lid worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 16. In artikel 28/1 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “zijn geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

2° in het tweede lid worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 17. In artikel 28/2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “zijn geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”;

2° in het tweede lid worden de woorden “het geslacht” vervangen door de woorden “een beschermd criterium”.

Art. 18. Á l'article 33 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, dans la phrase liminaire du paragraphe 2 et dans le paragraphe 3, les mots "le sexe" sont à chaque fois remplacés par les mots "un critère protégé";

2° dans le paragraphe 2, 1°, les mots "du même sexe" sont remplacés par les mots "concernées par le même critère protégé".

Art. 19. L'article 34 de la même loi est complété par les mots: "conformément à l'article 4, 6°, de la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes."

Art. 20. Dans l'article 36 de la même loi les mots "de l'Institut et" sont abrogés.

Art. 21. L'article 39 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes*

Art. 22. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, les mots "le sexe" sont remplacés par les mots "un critère protégé par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes".

Art. 23. L'article 4, 6°, de la même loi, remplacé par la loi du 10 mai 2007, est remplacé par ce qui suit:

"6° agir en justice dans les litiges en lien avec la mission légale de l'Institut telle que définie à l'article 3. Lorsque la victime est une personne physique ou morale identifiée l'action au nom de cette victime n'est recevable qu'avec son consentement. Une action de l'Institut en son nom propre ne nécessite pas le consentement d'une victime identifiée."

Art. 24. L'article 4, 6°/1, de la même loi, inséré par la loi du 4 mai 2020, est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la mobilité,
G. GILKINET

La Secrétaire d'État à l'Égalité des genres,
à l'Égalité des chances et à la Diversité,

S. SCHLITZ

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. - Chambre 55- 2813 (2021/2022)

001 : Projet de loi. 002 : Rapport de la première lecture. 003 : Articles adoptés au 1^{er} vote. 004 : Amendements. 005 : Amendements. 006 : Rapport de la deuxième lecture. 007 : Texte adopté en deuxième lecture. 008 : Amendements déposés en séance plénière. 009 : Texte adopté par la séance plénière et soumis à la sanction royale.

Compte rendu intégral : 27 octobre 2022

Art. 18. In artikel 33 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, in de inleidende zin van paragraaf 2 en in paragraaf 3 worden de woorden "het geslacht" telkens vervangen door de woorden "een beschermd criterium";

2° in § 2, 1°, worden de woorden "van hetzelfde geslacht" vervangen door de woorden "met eenzelfde beschermd criterium".

Art. 19. Artikel 34 van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden: "overeenkomstig artikel 4, 6°, van de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen."

Art. 20. In artikel 36 van dezelfde wet worden de woorden "het Instituut en" opgeheven.

Art. 21. Artikel 39 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen*

Art. 22. In artikel 3, eerste lid, van de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen wordt het woord "geslacht" vervangen door de woorden "een door de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen beschermd criterium".

Art. 23. Artikel 4, 6°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 10 mei 2007, wordt vervangen als volgt:

"6° in rechte op te treden in de rechtsgeschillen die verband houden met de wettelijke opdracht van het Instituut zoals omschreven in artikel 3. Wanneer het slachtoffer een geïdentificeerd natuurlijk persoon of rechtspersoon is, is een vordering namens dit slachtoffer enkel ontvankelijk met diens instemming. Voor een vordering van het Instituut in eigen naam is geen instemming van een geïdentificeerd slachtoffer vereist."

Art. 24. Artikel 4, 6°/1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 mei 2020, wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 november 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

De Staatssecretaris voor Gendergelijkheid,
Gelijke Kansen en Diversiteit,
S. SCHLITZ

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. - Kamer 55- 2813 (2021/2022)

001: wetsontwerp. 002: verslag van de eerste lezing. 003: artikelen bij eerste stemming aangenomen. 004: amendementen. 005: amendementen. 006: verslag van de tweede lezing. 007: aangenomen tekst bij tweede lezing. 008: amendementen neergelegd in plenaire vergadering. 009: tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Integraal Verslag : 27 oktober 2022